



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-septième session

Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024

Compte rendu des dialogues techniques tenus dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

Résumé

Dans le cadre de son action à l'appui de la transformation des systèmes agroalimentaires au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la FAO tient à mener des approches participatives et à faire participer un grand nombre de parties prenantes.

Les consultations et les dialogues régionaux sont essentiels pour mettre en lumière les difficultés et les priorités des pays et orienter la planification stratégique et les interventions de la FAO de sorte à répondre aux besoins des pouvoirs publics et des acteurs non étatiques qui interviennent d'un bout à l'autre du secteur agroalimentaire. Les conclusions qui en ressortent éclairent et orientent les débats de la 37^e session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient.

La présente note d'information résume les objectifs des trois dialogues techniques organisés dans la région et les recommandations qui en émanent, notamment pour ce qui est des mesures à prendre. Ces dialogues portaient sur les thèmes suivants:

- I. Associer les villes à la transformation des systèmes agroalimentaires au Proche-Orient et en Afrique du Nord
- II. L'action régionale de l'Alliance quadripartite pour «Une seule santé»: voie à suivre pour la mise en œuvre au Proche-Orient et en Afrique du Nord
- III. La pénurie d'eau au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

FAO-RNE-NEC@fao.org

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

I. Associer les villes à la transformation des systèmes agroalimentaires au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Motifs

1. Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord connaissent une urbanisation croissante. Soixante-trois pour cent de la population de la région vit actuellement en milieu urbain, et ce chiffre devrait grimper à 73 pour cent d'ici à 2050, ce qui représentera plus de 450 millions de personnes. En parallèle, les changements climatiques, les conflits, les crises prolongées, différents événements géopolitiques et la raréfaction des ressources naturelles nuisent à la capacité des systèmes agroalimentaires de la région à répondre à la demande alimentaire croissante. Trente-sept pour cent des habitants vivent dans de grosses agglomérations, mais plus de 50 pour cent vivent dans des entités urbaines ou rurales plus petites dont les infrastructures recueillent généralement des investissements moindres et auxquelles les décideurs et les chercheurs font bien moins attention. Compte tenu de l'importance qu'elles revêtent s'agissant de faire le lien entre les zones rurales et les zones urbaines, ces villes intermédiaires pourraient jouer un rôle crucial dans le développement de chaînes de valeur agroalimentaires durables, tout en créant des revenus pour les producteurs et en préservant les ressources naturelles.
2. La mise en place de systèmes alimentaires urbains durables est d'ailleurs l'un des 20 domaines prioritaires du Programme énoncés dans le Cadre stratégique de la FAO pour 2022-2031. L'Organisation a lancé à ce titre plusieurs initiatives phares, notamment l'Agenda alimentaire urbain (en 2019) et l'Initiative Villes vertes (en 2021), qui mettent l'accent sur les systèmes alimentaires urbains et le verdissement des villes.
3. Alors que les décideurs de la région commencent à prendre conscience du rôle que les pouvoirs publics locaux et régionaux ont à jouer dans l'établissement de systèmes alimentaires urbains durables, la FAO aide les municipalités à faire le point sur les priorités et à concevoir avec leurs parties prenantes des processus pour mieux servir les citoyens. Parmi ces priorités figurent l'investissement dans l'agriculture urbaine et périurbaine durable, le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement, la mise en place de marchés alimentaires urbains inclusifs, la création de commerces proposant des produits alimentaires plus sains, la mise en place de programmes d'alimentation scolaire ou encore la prévention, la réduction et la gestion des déchets alimentaires. La FAO, ses partenaires et les coalitions mondiales sensibilisent les villes à ces sujets, les aident à prendre les systèmes alimentaires en considération dans leurs politiques, leur planification et leurs actions et renforcent leurs capacités à mettre en œuvre des politiques et des programmes aux niveaux national et local.

Objectifs

4. Exploitant la force des partenariats et la dynamique mondiale à l'œuvre en faveur des systèmes alimentaires urbains, cet événement visait à sensibiliser les pouvoirs publics nationaux et infranationaux et les partenaires de développement dans la région au rôle essentiel que les pouvoirs publics locaux et les villes jouent dans la transformation des systèmes agroalimentaires.
5. Au cours de séances axées sur les succès obtenus et les pratiques fructueusement mises en œuvre dans la région et ailleurs, les participants ont découvert des stratégies et politiques globales relatives aux systèmes agroalimentaires mises au point au niveau local, les expériences acquises au sein de mécanismes multipartites de gouvernance alimentaire et différents points d'entrée pour la prise en considération des systèmes agroalimentaires dans les politiques, la planification et l'action au niveau local. Ils ont pu prendre conscience des difficultés les plus pressantes auxquelles les villes de la région font face lorsqu'elles s'efforcent d'assurer la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et l'accès à une alimentation saine au moyen de systèmes agroalimentaires durables. Les responsables des villes ont pu tirer des enseignements des expériences de leurs homologues et envisager des pistes pour promouvoir la création de systèmes alimentaires urbains au moyen de mécanismes d'échange entre villes. L'atelier a permis de bien avancer dans la définition d'une vision commune et aussi de renforcer les partenariats pour des systèmes alimentaires urbains durables dans la région, consolidant d'autant le réseau de collaboration entre les villes. Les recommandations, notamment s'agissant des mesures à prendre, viendront étayer les initiatives prises pour échanger des connaissances, mettre en

commun les meilleures pratiques et promouvoir l'innovation en vue de l'établissement de systèmes alimentaires urbains durables.

6. L'atelier était articulé autour de six séances thématiques:
- Systèmes alimentaires urbains durables: défis et possibilités.
 - Récits de villes: intégrer l'agroalimentaire dans les politiques et les stratégies au niveau urbain.
 - Exploration de trois points d'entrée clés pour la transformation des systèmes agroalimentaires urbains: déchets alimentaires, agriculture urbaine et périurbaine, marchés urbains et environnement alimentaire.
 - Gouvernance des systèmes alimentaires à plusieurs niveaux: faire le lien entre les pouvoirs publics nationaux et les pouvoirs publics locaux.
 - Accélérer l'action concernant les systèmes alimentaires urbains au Proche-Orient et en Afrique du Nord grâce aux échanges entre villes.
 - Voie à suivre pour promouvoir des systèmes alimentaires urbains durables au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Public cible et participants

7. L'atelier a réuni un large éventail de participants venant de villes de la région, de représentants des pouvoirs publics nationaux et de villes championnes du Sud et du Nord, dans l'objectif de faciliter la coopération Sud-Sud ou triangulaire dans la région autour des thèmes prioritaires pour les systèmes alimentaires urbains durables et de combler le fossé entre niveau national et niveau local concernant les politiques et la gouvernance.

Recommandations et mesures à prendre

8. L'atelier a débouché sur un ensemble complet de recommandations concrètes, qui constituent une feuille de route stratégique visant à créer des systèmes alimentaires urbains durables dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Cet ensemble de recommandations forme un plan de travail bien structuré qui devrait permettre aux pays de la région de mettre en place des systèmes alimentaires urbains qui soient durables, inclusifs et résilients.

- Il est essentiel de réduire et de gérer les pertes et gaspillages de nourriture, qui sont un problème critique. Cela suppose de soutenir l'évaluation, la conception de solutions et la mise en place de plans d'action, en mettant l'accent sur les approches axées sur la demande.
- Pour améliorer la gouvernance des systèmes alimentaires urbains, il faut améliorer la qualité des données et l'accès à celles-ci et pouvoir adapter les méthodes d'évaluation au contexte régional. Il est également important de faire le bilan des cas d'application et des expériences, et notamment de déployer à plus grande échelle les initiatives fructueuses. Cela cadre avec le plan de la FAO pour la prochaine période biennale dans la région, ce qui peut aider à avancer.
- Les recommandations issues de cet événement doivent être communiquées à la 37^e session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient, pour obtenir le soutien nécessaire à la mise en œuvre des mesures.
- Mettre en avant les systèmes alimentaires urbains aux niveaux régional et mondial, notamment au Forum urbain mondial en 2024, est un excellent moyen de sensibiliser les opinions et d'obtenir un soutien pour les initiatives de la région.
- Il faudrait renforcer les échanges entre homologues et divers autres mécanismes, tels que les échanges entre villes, afin de promouvoir la mise en commun des connaissances et le renforcement des capacités. Le mécanisme de coopération Sud-Sud ou triangulaire (CSST) de la FAO peut faciliter le transfert de connaissances et l'assistance technique, ce qui contribuera à la réalisation des objectifs de la région. Il est également primordial de renforcer les échanges entre les pays de la région, en tenant compte de leurs différents degrés de

participation. Un programme de coopération technique (PCT) régional et des PCT nationaux pourraient être essentiels à cet égard.

- La collaboration entre les ministères de l'agriculture et les ministères de la santé aux fins de la planification urbaine, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), peut aider les acteurs des systèmes alimentaires urbains à aligner leur action sur les plans de développement plus larges.
- Il est important de continuer de sensibiliser les villes pour qu'elles signent le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain et s'engagent dans l'initiative concernant les systèmes alimentaires urbains durables afin d'élargir le réseau et de promouvoir l'engagement en faveur de ces systèmes.
- Il est essentiel d'utiliser un cadre complet et un ensemble d'indicateurs pour évaluer et suivre les progrès des systèmes alimentaires urbains afin de responsabiliser les acteurs et d'entretenir une amélioration continue dans la région.

II. L'Alliance quadripartite pour «Une seule santé» – voie à suivre pour la mise en œuvre dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

Motifs

9. Le principe «Une seule santé» consiste en une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Cette approche se caractérise par la collaboration de nombreux secteurs, disciplines et communautés, à différents niveaux de la société, qui cherchent à favoriser le bien-être, à faire face aux menaces qui pèsent sur la santé et sur les écosystèmes, à répondre aux besoins collectifs d'eau propre, d'énergie, d'air et d'aliments sûrs et nutritifs, tout en agissant face aux changements climatiques et en contribuant au développement durable. Le défi perpétuel des maladies infectieuses émergentes, la charge que ne cessent de constituer les zoonoses endémiques, les maladies tropicales et maladies à transmission vectorielle négligées, la recrudescence, dans le monde, de dangers pour la sécurité sanitaire des aliments et de l'eau ainsi que la menace croissante de la résistance aux antimicrobiens sont autant d'enjeux qui appellent une approche multisectorielle conjointe. Les pays et les régions prônent de plus en plus une approche dans laquelle les professionnels de différentes disciplines collaborent, où le travail cloisonné laisse la place à des coopérations intersectorielles du niveau local au niveau mondial.

10. À la 36^e session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient, lors de la Réunion des hauts fonctionnaires (janvier 2022), les participants ont accueilli avec satisfaction le projet de la FAO de créer une plateforme régionale «Une seule santé» avec toutes les parties prenantes de la région et ont demandé aux organisations régionales de collaborer davantage entre elles afin d'aider les pays à mettre cette approche en œuvre. À la 69^e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la Méditerranée orientale, tenue le 22 octobre 2022, les pays ont approuvé une résolution dans laquelle ils ont exprimé leur accord à ce sujet et ont souligné l'importance d'une approche «Une seule santé» régionale. Depuis septembre 2022, des réunions quadripartites tenues régulièrement en ligne ont permis de débattre de la note conceptuelle sur la création de cette plateforme régionale. La première réunion régionale quadripartite «Une seule santé» s'est tenue en mai 2023 à Oman; le Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale l'a organisée en étroite collaboration avec ses partenaires de l'Alliance quadripartite dans la région. L'objectif général de cette réunion était de présenter aux pays de la région des approches, des méthodes et des outils qui leur permettraient de mettre en œuvre l'approche «Une seule santé».

Objectifs

11. Cette session avait pour objectif de donner une vue d'ensemble des activités de l'Alliance quadripartite dans la région et de présenter les mesures en cours visant à promouvoir l'approche «Une seule santé» dans la région, notamment l'établissement d'une plateforme et d'un cadre opérationnel en la matière. Le dialogue «Une seule santé» a permis de présenter l'expérience acquise, les difficultés rencontrées et les succès remportés dans la mise en œuvre de l'approche. La session s'est ouverte avec les discours des représentants des organisations de l'Alliance quadripartite dans la région. Ont suivi

des exposés techniques desdites organisations et du groupe de travail technique mondial, un exposé d'Oman sur son programme «Une seule santé, et un exposé conjoint des organisations de l'Alliance sur les progrès réalisés dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens dans la région.

Public cible et participants

12. Ont participé les organisations membres de l'Alliance quadripartite dans la région (le Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, le Bureau régional pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord et le Bureau pour l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)), des représentants des différents sièges, le Secrétariat mondial pour l'approche «Une seule santé», des membres (issus des pouvoirs publics, de la communauté scientifique et du secteur privé) et des parties prenantes de la région intéressés par l'approche «Une seule santé», la résistance aux antimicrobiens, la santé animale, la santé humaine et l'environnement.

Points clés des débats

13. Malgré ce large soutien et cette large participation, la mise en œuvre de l'approche «Une seule santé» reste difficile en pratique, en raison d'obstacles sur les plans technique, institutionnel et professionnel ainsi qu'à cause de problèmes de durabilité, de l'existence de priorités concurrentes et de déficits de financement. Les participants se sont largement accordés sur le fait que la mise en œuvre de l'approche passera par une institutionnalisation aux niveaux régional et national, l'établissement de cadres stratégiques et juridiques propres à soutenir cette institutionnalisation et des investissements dans la sensibilisation de toutes les parties prenantes. Il faudra aussi réunir des compétences et renforcer les capacités selon une logique intersectorielle, former les effectifs ensemble, assurer une gouvernance efficace fondée sur des principes transdisciplinaires et multisectoriels, associer les parties prenantes et faire participer les populations. Le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord a souligné sa volonté d'aider les pays à promouvoir l'approche «Une seule santé» et, avec les autres membres de l'Alliance quadripartite dans la région, de mieux coordonner la mise en œuvre de l'approche à l'interface entre l'animal, l'homme et l'environnement.

Recommandations et mesures à prendre

14. Dans tous les exposés, on retrouvait en fils rouges les cinq domaines d'intervention prioritaires de l'approche: gouvernance, direction et financement; coordination multisectorielle; constitution d'équipes pluridisciplinaires compétentes; renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de mise en commun des informations; amélioration de la préparation et des interventions par des investissements dans les plans multisectoriels «Une seule santé». Les progrès réalisés dans la mise en place de l'approche dans la région ont été salués. Il faut maintenant établir officiellement la plateforme régionale et définir clairement les rôles et responsabilités de chacun en son sein, pour qu'elle puisse définir un programme de travail régional qui sera mis en œuvre dans les pays. Les organisations de l'Alliance quadripartite doivent s'engager financièrement non seulement pour créer officiellement cette plateforme mais aussi pour en assurer la pérennité. Les pays doivent collaborer davantage et renforcer les mesures intersectorielles en vue de mettre en œuvre les activités et programmes de travail «Une seule santé».

III. La pénurie d'eau au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Motifs

15. Élément essentiel des systèmes agroalimentaires, l'eau est également le premier facteur limitant pour l'agriculture au Proche-Orient et en Afrique du Nord. La région fait face à des difficultés croissantes qui compliquent les efforts qu'elle déploie en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (pénurie d'eau, variabilité climatique, événements extrêmes, pollution de l'eau et détérioration de la qualité de celle-ci). Il ressort des données sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord tirées du rapport *L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* établi par la FAO en 2022 que la quantité d'eau douce disponible par habitant dans la

région a diminué de 78 pour cent entre 1962 et 2018. Ce rapport montre aussi qu'il faut renforcer la résilience des systèmes de production agricole en favorisant une gestion efficace de l'eau et des pratiques à l'épreuve des changements climatiques de sorte à utiliser au mieux des ressources en eau limitées qui ont presque atteint le point de rupture, ce qui menace la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la vie même de milliards de personnes.

16. Pour gérer efficacement des ressources en eau limitées, il faut bien comprendre les relations réciproques qui existent entre, d'une part, les approches visant à l'efficacité de l'utilisation et à la productivité de l'eau et, d'autre part, la pérennité des terres et des ressources en eau. Il est en outre essentiel d'analyser en détail les principales voies de transition à emprunter pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires.

Objectifs

17. Il fallait tenir compte de ce qui précède ainsi que des conclusions tirées dernièrement de la 43^e session de la Conférence de la FAO, dont le débat général portait sur la gestion des ressources en eau, avec pour thème «La gestion des ressources en eau à l'appui des quatre améliorations – production, nutrition, environnement et conditions de vie – pour concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable». Le dialogue technique régional sur l'eau organisé en ligne par le Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord avait pour thème l'efficacité d'utilisation de l'eau, la productivité de l'eau et la durabilité des ressources pour une transformation résiliente de la région.

18. Ce dialogue visait à débattre des difficultés pressantes concernant l'eau et à concevoir des solutions innovantes dans l'objectif d'utiliser l'eau de manière plus efficace et d'en améliorer la productivité en vue d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires. Un autre objectif était de décomposer les plans d'action disponibles et nécessaires en vue d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires, le long de quatre grands axes d'intervention:

- faciliter la transformation des cadres juridiques et institutionnels en favorisant la gouvernance pluridisciplinaire et intersectorielle et en renforçant la cohérence des politiques;
- favoriser la durabilité de l'eau et de l'agriculture en investissant dans de meilleurs outils pour l'efficacité d'utilisation et la productivité de l'eau afin d'utiliser cette ressource de manière durable et, ainsi, de construire une économie plus résiliente;
- favoriser une base de connaissances solide et standardisée pour une prise de décision qui s'adapte aux circonstances;
- gérer la durabilité dans un contexte d'incertitude en poursuivant une transformation adaptée aux changements climatiques.

Public cible et participants

19. Cet événement s'est tenu en ligne le 25 septembre 2023; il a réuni plus de 90 participants, parmi lesquels des représentants de pays, des experts internationaux et locaux, des responsables politiques, des chercheurs et des parties prenantes de l'ensemble de la région. Ont également participé des intervenants de la Ligue des États arabes, de la FAO, de l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), du Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), du Fonds vert pour le climat (FVC), du Centre régional pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (RECREE) et du Ministère de l'agriculture, des ressources en eau et des pêches de la République de Tunisie.

Points clés des débats

- Bilan des solutions efficaces de gestion de l'eau à usage agricole, domaines d'intervention potentiels pour améliorer la gouvernance, renforcer la cohérence des politiques et aider les pays partenaires à mettre en œuvre la gestion adaptative de l'eau à usage agricole au moyen d'outils et de méthodes appropriés et récents (productivité de l'eau, efficacité d'utilisation de l'eau, comptabilisation des ressources en eau, ressources en eau non conventionnelles, gouvernance inclusive des terres et de l'eau, entre autres sujets).

- Contributions pour orienter et éclairer les thèmes de la 37^e session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient relatifs à l'eau, avec un accent sur les principales mesures à prendre pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires et ramener l'utilisation de l'eau dans l'agriculture dans des limites durables en vue d'un avenir plus productif.
- Recommandations sur les modalités et les voies de transition à emprunter pour répondre aux priorités régionales, en préparation de la Conférence régionale.

Recommandations et mesures à prendre

- Il est urgent de souligner combien la bonne répartition de l'eau, y compris des eaux souterraines, est importante et pourrait améliorer nettement la production agricole et la productivité de l'eau, ce qui permettrait de répondre aux grands problèmes d'insécurité alimentaire. Il est notamment essentiel d'encourager la collaboration tant aux niveaux supérieurs qu'aux niveaux inférieurs du système, en mettant l'accent sur l'association des petits exploitants afin d'améliorer la productivité économique et la productivité physique de l'eau.
- Il est indispensable de tenir compte de l'interdépendance de tous les secteurs concernés et de créer des synergies entre eux. Les liens entre l'eau, l'alimentation et l'énergie le montrent parfaitement, notamment eu égard aux objectifs impératifs que sont l'atténuation des effets des changements climatiques et la conservation de la biodiversité.
- Il faut pousser plus avant les réformes juridiques et institutionnelles pour faciliter une approche de la prise de décision et de la gouvernance qui tienne compte des interdépendances et des liens entre production agricole, développement durable et résilience.
- Il est essentiel que les responsables politiques soient bien informés et veuillent agir et que les acteurs locaux (agriculteurs et autres professionnels) jouissent de capacités solides, notamment pour garantir la productivité et l'efficacité d'utilisation de l'eau, pour favoriser la croissance d'un système agroalimentaire résilient et efficace.
- La localisation des technologies et de la science est également essentielle pour relever les défis de la pénurie d'eau. Il faudrait mettre particulièrement l'accent sur les approches techniques innovantes, parmi lesquelles l'irrigation au goutte-à-goutte, la collecte des eaux pluviales, l'agriculture de précision, la numérisation, la gestion de l'humidité du sol au moyen de capteurs et les techniques modernes de surveillance.
- Il est essentiel de renforcer la coopération régionale et interrégionale, car elle permet le transfert de connaissances et d'expériences précieuses d'un pays à l'autre.
- L'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'eau suppose de faire la synthèse des enjeux du climat, de la science et de la gouvernance et de tenir compte des liens entre ces enjeux dans la prise de décisions. La sélection des cultures, les innovations génétiques – par la mise au point et la promotion de cultures résistantes à la sécheresse qui peuvent supporter le stress hydrique –, ainsi que l'utilisation de cultures de remplacement qui nécessitent moins d'eau sont également essentielles.
- La conservation de l'eau et son utilisation efficiente passent par la gestion intégrée de cette ressource, qu'il faut associer à une prise de décision solide et à une gestion adaptative.
- Les sources d'eau non conventionnelles et les techniques d'économie d'eau sont désormais indispensables. Mais il faut encore consentir des efforts à de nombreux égards pour les promouvoir (transfert de technologie, analyses coûts-avantages et acceptation par la société, notamment).
- L'investissement dans la recherche et les données, le renforcement des capacités et la sensibilisation du public doivent devenir des éléments essentiels de la planification de la transformation des systèmes agroalimentaires.